



Baldemar Velasquez, président du FLOC (AFL-CIO)

du syndicat contre cette compagnie dont le siège est à Watsonville, en Californie.

Baldemar Velasquez, président du FLOC (syndicat AFL-CIO des travailleurs agricoles des États-Unis), a proposé que la conférence soutienne la campagne de défense du syndicat, qui est aujourd'hui menacé de destruction par les directives de Trump, directives soutenues par le gouverneur de l'État de Caroline du Nord, qui visent à mettre l'organisation syndicale hors la loi.

La conférence a également décidé d'organiser des **campagnes de défense des droits syndicaux des deux côtés de la frontière**. Ces droits sont menacés au Mexique par la contre-réforme « laborale » du président Peña Neto. Ils sont menacés aux États-Unis par une proposition de loi fédérale de Trump visant à casser les syndicats (le Federal « Right to Work » Law) et par une décision prochaine de la Cour suprême, soutenue par Trump, dans le cas Janus *vs* AFSCME (3).

La conférence s'est prononcée **contre la répression** et a proposé que les délégués mènent campagne contre la répression qui s'abat contre tous ceux qui résistent à l'offensive forcenée de destruction du gouvernement mexicain au nom de la lutte contre la drogue, en réalité une lutte contre tous ceux qui n'acceptent pas la violence contre les travailleurs et la destruction de leurs acquis. Non seulement 76 000 personnes ont été tuées au cours des six années de présidence de Peña Neto, mais des milliers de prisonniers politiques sont toujours dans ses geôles.

Aux États-Unis, cela prend la forme d'attaques contre les Noirs et la jeunesse noire en particulier, qui résistent aussi. Et la répression est également forcenée contre les jeunes Latinos qui se mobilisent contre les déportations. Il y a beaucoup de prisonniers politiques aux États-Unis.

Les problèmes auxquels le mouvement ouvrier de vos deux pays est confronté ont-ils été évoqués ?

Évidemment. La conférence a décidé de soutenir toute initiative visant à promouvoir la lutte pour la défense et l'élargissement des droits syndicaux. Il y a eu discussion entre les délégués sur la nécessité d'élargir le débat au sein des organisations syndicales pour que les syndicats organisent pleinement la riposte à cette offensive sans précédent, tant aux États-Unis qu'au Mexique. Les délégués ont considéré que l'initiative de cette réunion à Los Angeles était un pas en avant dans le sens de la lutte pour se réapproprier les syndicats pour faire prévaloir les intérêts des travailleurs et de tous les exploités, agissant en toute indépendance. Aux États-Unis, les délégués ont compris que la prise de position indépendante des syndicats vis-à-vis du NAFTA était une question urgente, car Trump a pu, de façon démagogique, prétendre s'opposer à ce traité (et aux dirigeants du Parti démocrate, qui ont soutenu avec acharnement le NAFTA) au nom de la défense des emplois aux États-Unis. Mais en réalité, ce qu'il propose, c'est d'approfondir les attaques contre les syndicats, les travailleurs et tous les opprimés. Le fait que l'AFL-CIO, de par sa subordination au Parti démocrate, ne se soit pas battue pour l'abrogation du NAFTA a laissé un espace à Trump pour pouvoir prétendre représenter les intérêts des travailleurs.

(1) Traité de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada.
(2) « Rêveurs », jeunes clandestins ayant grandi aux États-Unis, bénéficiant de ce programme appelé D.R.E.A.M (en référence à « l'American Dream », le rêve américain).
(3) Bataille juridique visant à remettre en cause le monopole syndical d'embauche.

CONTRE LA GUERRE ET L'EXPLOITATION • POUR L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE



Bruxelles, 7 décembre 2017 : 45 000 manifestants, venus de Catalogne, pour la libération des prisonniers politiques catalans. Beaucoup de mots d'ordre contre « cette Europe de la honte », l'Union européenne qui a fait bloc avec la monarchie franquiste contre la République catalane

UNE CONTRIBUTION AU DÉBAT SUR LA CATALOGNE

Qui « réveille le fantôme du fascisme » ?

La Tribune des travailleurs publie cette semaine la contribution à la discussion reçue d'un militant ouvrier de Bilbao (Pays basque, État espagnol). Le titre, les intertitres et les notes sont de la rédaction.

AU MOMENT où la classe ouvrière et le peuple de Catalogne, en se constituant en République, se lèvent, menaçant la survie du régime hérité du franquisme, celui de la Constitution de 1978 et du roi Felipe VI, tous les défenseurs « de la loi, de l'ordre, de la réconciliation » redoublent leurs attaques, abandonnant la défense – même formelle – des aspirations populaires.

C'est le cas de Pablo Iglesias (le dirigeant de Podemos – NDLR) qui vient de pointer un doigt accusateur contre le peuple catalan, au moment même où celui-ci fait l'objet de la répression, de menaces, du coup d'État des institutions antidémocratiques.

Pablo Iglesias accuse le peuple catalan de « réveiller le fantôme du fascisme »

Lorsque Pablo Iglesias, en meeting à Sant Adrià de Besos, accuse « l'indépendantisme » de « réveiller le fantôme du fascisme, sans le vouloir ou de façon consciente » ; lorsqu'il renvoie dos à dos ceux qu'il appelle les deux blocs « qui ont divisé la société » ; lorsqu'il essaie d'opposer les droits sociaux aux droits nationaux (alors que les droits sociaux sont inséparables de la lutte pour la démocratie), il ne fait précisément que se situer « au centre ». Au centre de la défense

des institutions de la monarchie, en accusant le peuple catalan de « réveiller le fascisme ».

Quelle énorme déception pour tous ceux qui avaient voté pour Podemos, en Catalogne et dans tout l'État espagnol ! Pour tous ceux qui, le 15 mai 2011, scandaient sur les places, contre le régime : « On l'appelle démocratie, mais elle ne l'est pas ! »*. Pour tous ceux qui pensaient que Podemos leur permettrait de se doter d'un instrument politique utile à leurs aspirations à la liberté et à la démocratie. Ils se sentent sans doute désorientés, s'interrogeant sur les graves accusations portées par Iglesias. Il est nécessaire d'organiser la discussion avec eux. La crise aiguë du régime, confronté aux exigences sociales et démocratiques, contraint tous ceux qui se réclament des travailleurs et des peuples à se positionner. Tant les partis politiques que ceux qui se définissent – c'est le cas de Podemos – comme des « mouvements » sans référence de classe, mais qui se sont appuyés sur le sentiment justifié de nombreux travailleurs et jeunes d'avoir été trompés et/ou trahis par les vieilles directions officielles du mouvement ouvrier.

Trahis par ceux qui se présentaient comme une alternative à la trahison

Le mouvement des travailleurs, des peuples, du peuple catalan ne peut manquer

de se sentir à nouveau trahi, maintenant, par ceux-là mêmes qui se présentaient comme devant apporter une alternative à la trahison, et qui les accusent aujourd'hui de « réveiller le fantôme du fascisme », alors qu'ils luttent précisément contre celui-ci.

Cette accusation n'a d'autre objectif que de paralyser et de criminaliser la lutte des travailleurs et des peuples. Le peuple catalan et sa fraction la plus consciente savent ce qu'ils veulent, et malgré tous les obstacles, ouvrent la voie. À condition d'avoir confiance dans leurs propres forces et en aidant, dans le même temps à tisser les alliances nécessaires pour avancer ensemble, avec tous les peuples de l'État espagnol et les travailleurs, qui ont besoin de l'unité de leurs organisations contre l'ennemi commun qui opprime le peuple catalan et attaque l'ensemble des conquêtes arrachées dans la lutte contre le franquisme et son héritière, la monarchie. La politique des organisations ouvrières à l'égard de la Catalogne constitue aujourd'hui un obstacle majeur qu'il faut aider à surmonter. C'est-à-dire – sans recettes magiques – aider à résoudre pratiquement la question d'une véritable représentation politique fidèle aux travailleurs et aux peuples, c'est-à-dire une direction révolutionnaire.

F. Z., Bilbao, le 4 décembre 2017

* Mot d'ordre du mouvement des « Indignés » qui donnera naissance à Podemos.

Conférence ouvrière européenne (6 mai 2018)

ITALIE « 10 000 ouvriers licenciés et réembauchés sans contrat de travail »

Kristian Goglio, syndicaliste enseignant de la CGIL-Ecole à Turin, est l'un des trois cents militants ouvriers de toutes tendances de quinze pays d'Europe (Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Portugal, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Suède, Suisse et Turquie) qui appellent à la tenue d'une conférence ouvrière européenne pour la rupture avec l'Union européenne et ses traités, pour la rupture avec cette Europe de la guerre et des barbelés, des « contre-réformes » et du chômage. On lira ci-dessous des extraits de son intervention lors de la conférence nationale de délégués pour l'unité pour chasser Macron, le 2 décembre à Paris.

« En février 2017, le peuple italien a voté non au référendum sur une réforme constitutionnelle dont le but était de faire passer plus rapidement les mesures de l'Union européenne. Le peuple italien, par son vote majoritaire non, a exprimé son rejet de Renzi et de sa politique.

Après le référendum, Renzi a démissionné, mais son gouvernement est resté en place et sa politique s'est poursuivie.

Ainsi, la loi sur l'école calque le fonctionnement de l'école publique sur celui d'une entreprise privée, ouvre la voie aux intérêts privés qui peuvent maintenant financer l'école publique. Elle introduit l'alternance école-travail qui contraint les étudiants à effectuer gratuitement 200 à 400 heures de travail, livrés à l'exploitation des grandes entreprises, remplaçant par du travail gratuit les postes des travailleurs licenciés !

Pour la nationalisation d'ILVA !

Le gouvernement poursuit également avec le Job Act, qui facilite les licenciements de masse. On en voit aujourd'hui les conséquences dans l'opération de rachat de l'entreprise ILVA*. C'est le complexe sidérurgique le plus important du pays qui est disloqué en plu-

sieurs établissements situés à Tarante, Gênes, Novi Ligure. Le gouvernement s'est déclaré en total accord avec le plan qui prévoit le licenciement de tous les salariés, parmi lesquels 4 000 seraient définitivement jetés à la rue tandis que 10 000 devraient être réembauchés, mais un par un, sans contrat de travail et sans droits. C'est la pleine application du Job Act avec le constant chantage au licenciement.

Pour notre part, nous opposons à cela l'exigence qu'ILVA soit nationalisée. C'est le seul moyen de sauver tous les emplois. Mais cela supposerait de ne pas respecter les traités européens qui interdisent les nationalisations.

Dans cette situation, une conférence ouvrière européenne sera un point d'appui pour ces millions qui, en Italie, sont privés d'une représentation politique indépendante et qui cherchent la voie d'une véritable Europe des travailleurs et des peuples et de la paix. »

* Entreprise sidérurgique italienne.